

Accorder plus d'importance de l'implication citoyenne dans les politiques de lutte contre la pollution de l'air

Contribution écrite au rapport du Conseil des droits de l'homme sur la protection de l'air pur

Présenté par le Geneva Health Forum

Rédigé par Dr Eric Comte, directeur du Geneva Health Forum

Date : 6 octobre 2025

La question de l'implication des citoyens est fondamentale dans la construction de politiques publiques efficaces et légitimes en matière de qualité de l'air. Face à un problème qui touche directement la santé, le bien-être et les droits fondamentaux, il est crucial que les populations concernées soient actrices des politiques mises en place et non de simples bénéficiaires passifs.

1. réseaux citoyens de mesure de la pollution de l'air : un levier démocratique et scientifique

Le développement de microcapteurs abordables et fiables permet aujourd'hui à des réseaux citoyens de mesurer différents paramètres liés à la qualité de l'air : particules fines (PM1, PM2,5, PM10), oxydes d'azote (NOx), composés organiques volatils (COV), dioxyde de carbone (CO2), température ou encore humidité. Ces capteurs, faciles à déployer, alimentent en continu des plateformes numériques open source qui centralisent, analysent et visualisent les données sous forme de cartes interactives accessibles en temps réel.

Ces dispositifs présentent plusieurs atouts :

- **Complémentarité avec les mesures officielles** : alors que les stations réglementaires installées par les autorités locales sont souvent limitées en nombre (quelques unités par ville), les réseaux citoyens peuvent déployer des centaines de capteurs, offrant une couverture géographique beaucoup plus fine et une meilleure compréhension des inégalités d'exposition à la pollution.
- **Sensibilisation et mobilisation** : en rendant visible, compréhensible et locale la question de la pollution atmosphérique, ces initiatives suscitent une prise de conscience citoyenne et stimulent l'engagement individuel et collectif.
- **Dialogue renforcé avec les autorités** : en apportant des données complémentaires, ces réseaux facilitent un dialogue constructif entre institutions, scientifiques et société civile. Ils participent à une gouvernance partagée de l'environnement.

2. Le rôle des universités et structures d'interface science-société

Les universités et centres de recherche jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement de ces initiatives. Ils apportent une expertise technique et méthodologique qui garantit la fiabilité et la bonne interprétation des données.

Des dispositifs comme les **"boutiques de science"** ou les **instituts écocitoyens** constituent des espaces privilégiés de médiation et de co-construction, où citoyens, chercheurs et autorités publiques collaborent pour répondre à des enjeux locaux de qualité de l'air.

3. Exemples de réseaux citoyens de mesure de la pollution

Des collectifs citoyens équipés de microcapteurs travaillent en complémentarité avec les agences de surveillance officielles.

- **AirCarto (Marseille, France)** : un collectif citoyen qui déploie des microcapteurs pour cartographier la qualité de l'air dans les quartiers, et contribue ainsi à documenter les inégalités environnementales.
- **RévolvAir (Québec, Canada)** : une initiative citoyenne qui combine sensibilisation et déploiement de capteurs, afin de mieux comprendre et réduire l'exposition des communautés locales à la pollution atmosphérique.
- **AirCasting (États-Unis et Europe)** : un projet citoyen permettant aux individus de porter ou d'installer des capteurs et de partager leurs données en ligne.
- **Smart Citizen / Smart Citizen Kit (IAAC, Barcelone)** — kit open-hardware + plateforme pour mesurer PM, bruit, temp, etc. Conçu pour l'éducation, les collectifs et projets urbains.
- **Sensor.Community (anciennement luftdaten / Netzwerk)** — réseau européen mondial de capteurs DIY (SDS-type) géré par des communautés ; carte publique et données ouvertes. Idéal pour déployer des capteurs maison et contribuer à une carte collaborative.

4. Recommandations pour renforcer l'implication citoyenne

Afin de renforcer le rôle des citoyens dans la mise en œuvre du droit à un air pur, il est recommandé de :

- **Soutenir et reconnaître les réseaux citoyens** comme acteurs légitimes du suivi de la qualité de l'air, en leur donnant un statut clair dans les dispositifs publics de surveillance.
- **Assurer une interopérabilité** entre les données citoyennes et officielles, afin de construire une vision partagée, scientifiquement robuste et d'élargir la couverture spatiale des mesures.
- **Développer des programmes de formation et de sensibilisation** pour garantir la qualité de la participation citoyenne et renforcer les compétences locales.
- **Promouvoir des partenariats tripartites** entre autorités publiques, société civile et universités, afin de co-construire des politiques publiques inclusives et scientifiquement solides.

5. Conclusion

L'implication citoyenne dans la surveillance de la qualité de l'air et dans la définition des politiques publiques est un élément essentiel de la mise en œuvre du droit à un environnement sain. Les réseaux citoyens de microcapteurs, en complémentarité avec les stations officielles, et avec l'appui méthodologique des institutions académiques, permettent non seulement de renforcer la qualité et la densité des données disponibles, mais aussi de favoriser la mobilisation sociale et le dialogue démocratique.

Leur reconnaissance et leur soutien par les institutions internationales et nationales constituent une étape clé pour garantir l'effectivité du droit à un air pur.



Exemple de capteur de mesure de la qualité de l'air intérieur



Exemple de capteur de mesure de la qualité de l'air extérieur

